

Procès-Verbal du Comité syndical

Séance du 12 décembre 2022

Le douze décembre deux mille vingt-deux, à 10h30, le Comité syndical, dûment convoqué le six décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni à la Mairie du 10^e arrondissement, 72 rue du Faubourg Saint-Martin, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 105

Nombre de délégués présents ou représentés : 53 (dont 26 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (22) :

Bruno Tuder (Bagneux), Stéphanika Toussaint (Bois-Colombes), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-sur-Marne), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Jean-Luc Millard (Drancy), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Christophe Bernier (Gennevilliers) Geneviève Gaillabaud (La Garenne Colombes), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Christophe Piercy (Saint-Denis), Philippe Cipriano (Saint-Maur-des-Fossés), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Emmanuel Lion (Versailles) David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Alain Mathoudakis (Grand Paris Seine Ouest)

Suppléants avec voix délibératives (5) :

Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), Dejan Krstic (Bezons), Tristan Legendre (Bourg-la-Reine) Françoise Carteau (Gentilly), Patrick De la Marque (GPSO)

Excusés ayant donné pouvoir (26) :

Luc Carvounas (Alfortville) à Sylvie Simon-Deck, Jean-François Ploteau (Argenteuil) à Thierry-Michel Isoard, Edith Félix (Bagnolet) à Yann Viguie, Laurent Cotte (Bondy) à Jean-Marie Ballet, Samuel Besnard (Cachan) à Christophe Bernier, Marc Feugère (Chatenay-Malabry) à Jean-Paul Mordefroid, Kristian Bolle (Choisy-le-Roi) à Sophie Merchat, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Jean-Luc Millard, Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) à Tristan Legendre, Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Roquencourt) à Emmanuel Lion, Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais) à Bruno Tuder, Christophe Paquis (Les Lilas) à Julie Lefebvre, Sophie Deschiens (Levallois-Perret) à Geneviève Gaillabaud, Marie-France Parrain (Maisons-Alfort) à Marie-Hélène Magne, Olivier Stern (Montreuil) à Christophe Piercy, Vincent Soulage (Nanterre) à Françoise Carteau, Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine) à Philippe Cipriano, Pierrick Amella (Pantin) à Sabrina Decanton, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à Patrice Pattée, Capucine du Sartel (Saint-Cloud) à Stéphanika Toussaint, Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest) à David Daoulas, Pascale Flamant (GPSO) à Patrick De la Marque, Thierry Siouffi (Grand Paris Seine Ouest) à Alain Mathoudakis, Bernard Roche (GPSO) à Pierre-Bertrand Galey, Patrick Ollier (Métropole du Grand Paris) à Sylvain Raifaud, Christophe Najdovski (Métropole du Grand Paris) à François Vauglin

Excusés (25) :

Luc Carvounas et Emmanuel Serot (Alfortville), Perrine Precetti (Antony), Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Jean-François Ploteau (Argenteuil) Andy Kangoud (Châtillon), Michèle Vasic (Bezons), Samuel Besnard (Cachan), Gabriel Galiotto et Pierre-André Thevenot (Le Blanc-Mesnil), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Marc Frot (Le Plessis-Tréville), Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Florent Lacailles Albiges (Noisy-le-Sec), Matthieu Devriendt (Montrouge), Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), Claude Majeux (Saclay), Tiffany Culang (Saint-Mandé) Amirouche Laidi (Suresnes) Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Emmanuelle Rassaby (Villeneuve-la-Garenne), Thierry Duboc (Villejuif) Pascale Flamant (GPSO), Tiphaine Bonnier (GPSO), Jean-Pierre Barnaud (MGP).

Total des voix : 2 420,25

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Thierry Pereira, Directeur technique, Sédik Chekir, Responsable du service budget et finances s, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib'**) de la séance du 03 octobre 2022

2. Délibérations :

- Charte informatique
- Journée de solidarité
- Modification de la valeur nominale des titres restaurants
- Modification du tableau des emplois et des effectifs
- Tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' (système de bonus-temps et divers)
- Décision modificative n°2 – Budget principal (Autolib')
- Montant des contributions 2023 au Syndicat
- Rendu-compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence

3. Point divers :

- Point d'avancement concernant l'amélioration de la qualité du service Velib' Métropole
- Point d'avancement de l'audit du service Velib' Métropole

Le Président a ouvert la séance à 10 heures 57 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Sabrina Decanton est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal du 3 octobre 2022

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical du 3 octobre 2022.

Pour : 2 420,25 voix

Le procès-verbal du Comité Syndical du 3 octobre 2022 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations

- Délibération 2022 27 - La charte informatique

Le Président donne la parole à Madame Fabienne Puig.

Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, explique que cette charte est avant tout un code de bonne conduite et intègre la mise en place du Règlement Général de Protection des Données (RGPD). Elle précise qu'elle définit les conditions d'accès et les règles d'utilisation des moyens informatiques et des outils de communication du Syndicat Autolib' Velib' Métropole (SAVM). Elle ajoute que l'objet de cette charte est de préciser la responsabilité des utilisateurs, en conformité avec la législation, afin d'instaurer un bon usage des ressources informatiques et des services Internet, quel que soit le lieu de travail, y compris en télétravail. Elle termine en indiquant que l'enjeu est de renforcer l'information et d'améliorer le comportement de chaque utilisateur au niveau du Syndicat.

Le Président donne ensuite la parole aux membres et en l'absence d'interventions, soumet la délibération 2022 27 au vote.

Pour : 2 420,25 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, ADOPTE la charte informatique annexée à la présente délibération ; **DIT** que la présente charte s'applique à l'ensemble des agents du Syndicat Autolib' Velib' Métropole, tous statuts confondus, aux élus, stagiaires, visiteurs, et plus généralement à l'ensemble des personnes, permanentes ou temporaires, utilisant les moyens informatiques et téléphoniques du Syndicat. Elle fera l'objet d'une large diffusion, tant collective qu'individuelle, par tout moyen utile afin que nul ne puisse ignorer son existence et son contenu.

- Délibération 2022 28 – Journée de solidarité

Le Président donne la parole à Madame Fabienne Puig.

Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, indique que la journée de solidarité est une journée de travail supplémentaire non rémunérée, qui peut être accomplie selon plusieurs modalités qu'elle détaille. Elle précise que dans la Fonction Publique Territoriale, cette journée de solidarité est fixée par délibération.

Le Président donne la parole aux membres et en l'absence d'interventions, il soumet la délibération 2022 28 au vote.

Pour : 2 420,25 voix.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1 : DECIDE d'instituer la journée de solidarité selon le dispositif suivant (*au choix*) :

- Le travail d'un jour férié précédemment chômé, autre que le 1er mai, et/ou
- Le travail d'un jour de réduction du temps de travail tel que prévu par les règles en vigueur et/ou
- Tout autre modalité permettant le travail de 7 heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel.

Article 2 : DIT que pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire est calculée proportionnellement à leurs obligations hebdomadaires de service.

Article 3 : DIT que sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité technique compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année.

- **Délibération 2022 29 - Modification de la valeur nominale des titres restaurants**

Le Président donne la parole à Madame Puig.

Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, explique que depuis 2013, le personnel du Syndicat bénéficie de titres restaurant, et qu'à ce jour, la valeur nominale est de 9 euros. Elle explique que face à l'inflation, et à la diminution du pouvoir d'achat, il est proposé aux agents du Syndicat soit de conserver la valeur nominale à 9 euros soit de bénéficier d'une valeur nominale à 10 euros.

Le Président donne la parole aux membres et en l'absence d'interventions, il soumet la délibération 2022 29 au vote.

Pour : 2 420,25 voix.

Le Comité Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité, DECIDE, d'augmenter pour les agents qui le souhaiteraient la valeur nominale du titre restaurant à 10 €, de conserver pour les agents qui ne le souhaiteraient pas la valeur nominale du titre restaurant à 9 €, le tout selon les modalités suivantes :

- 9,00 €, avec une participation :
 - de 60 % soit 5,40 €, pour le Syndicat
 - de 40 % soit 3,60 €, pour l'agent
- 10,00 €, avec une participation :
 - de 60 % soit 6,00 €, pour le Syndicat
 - de 40 % soit 4,00 €, pour l'agent
- Ces dispositions s'appliquant à l'ensemble du personnel du Syndicat (titulaires, stagiaires, contractuels, apprentis).

DIT, que les titres restaurant sont délivrés par jour et ou 1/2 journée travaillés. Les jours d'absences n'ouvrent pas droit à cet avantage (congés annuels, RTT, maladie, maternité, etc.).

DECIDE, que la gestion des titres restaurant reste confiée à la société « Groupe UpDéjeuner ».

DIT, que les délibérations antérieures sont abrogées.

DIT, que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- **Délibération 2022 30 - Modification du tableau des emplois et des effectifs**

Le Président donne la parole à Madame Fabienne Puig.

Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, explique qu'il est proposé de modifier le tableau des emplois et des effectifs afin d'ouvrir l'emploi d'assistante des services actuellement ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs également au cadre d'emplois des rédacteurs.

Elle précise que l'agent qui occupe cet emploi est promouvable au cadre d'emplois des rédacteurs.

Elle ajoute que la seconde modification concerne la suppression de l'emploi de chargé des instances et des RH compte tenu du fait que l'agent qui occupait ce poste a muté en interne à la direction technique en qualité de responsable déploiement infrastructure.

Le Président donne la parole aux membres et en l'absence d'intervention soumet la délibération 2022 30 au vote.

Pour : 2 420,25 voix.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE, l'ouverture de l'emploi d'Assistant.e des services également aux cadres d'emplois des rédacteurs et la suppression de l'emploi de Chargé.e des instances et des RH; **AUTORISE**, dans le cas de recrutement infructueux d'un ou d'une fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que l'emploi créé pourrait être exercé par un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 et L.332-14 du code général de la fonction publique.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
1	Directeur.rice du Syndicat	A+	Administrateurs Ingénieurs en chef	Administrateur Administrateur hors cl Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 ou 8 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 461 et HEBb3
2	Directeur.rice juridique et commande publique	A	Attachés	Attaché Attaché principal Attaché hors cl	oui	Diplômes de niveau 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
3	Responsable carrière et paie						
4	Responsable de gestion budgétaire et financière						
5	Chargé.e de mission RSE						
6	Responsable marketing						
7	Directeur.rice communication et marketing						
8	Juriste / Chargé.e de la commande publique	A/ B	Attachés Rédacteurs	Attaché Attaché principal Attaché hors cl Rédacteur Rédacteur princ. 2e cl Rédacteur princ. 1 ^{re} cl	oui	Diplômes de niveau 4, 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 1027
9	Responsable budgétaire						
10	Comptable	B	Rédacteurs	Rédacteur Rédacteur princ. 2e cl Rédacteur princ. 1 ^{re} cl	oui	Diplômes de niveau 4 au moins 3 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 707
11	Assistant.e de direction et des services						
12	Assistant.e des services	B/C	Rédacteurs Adjoints administratifs	Rédacteur Rédacteur princ. 2e cl Rédacteur princ. 1^{re} cl Adjoint administratif Adjoint adm. princ. 2e cl Adjoint adm. princ. 1 ^{re} cl	oui	Diplômes de niveau 3, 4 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 707

N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
13	Gestionnaire carrière / Paie	C	Adjoint administratifs	Adjoint administratif Adjoint adm. princ. 2e cl Adjoint adm. princ. 1re cl	oui	Diplômes de niveau 3 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 558
14	Directeur.rice de l'administration générale et RH	A+	Administrateurs Ingénieurs en chef	Administrateur Administrateur hors cl Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 461 et 1027
15	Directeur.rice des techniques	A+/A	Ingénieurs en chef Ingénieurs	Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
16	Data Scientist	A	Ingénieurs	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
17	Responsable déploiement et exploitation	A/B	Ingénieurs Attachés Rédacteurs Techniciens	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl Rédacteur Rédacteur prin. 2e cl Rédacteur prin. 1re cl Technicien Technicien prin. 2e cl Technicien prin. 1re cl	oui	Diplômes de niveau 4, 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 1027
18	Responsable des études et expertises	A	Ingénieurs	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
19	Directeur.rice des finances	A+/A	Administrateurs Attachés Ingénieurs	Administrateur Administrateur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 5, 6 ou 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
20	Statisticien.ne / Cartographe	A	Attachés Ingénieurs	Attaché Attaché principal Attaché hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 5, 6 ou 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
21	Contrôleur.euse des stations	C	Adjoint techniques Agents de maîtrise Adjoint administratifs	Adjoint technique Adjoint tech. princ. 2e cl Adjoint tech. princ. 1re cl Agent de maîtrise Agent de maîtrise principal Adjoint administratif Adjoint adm. princ. 2e cl Adjoint adm. princ. 1re cl	oui	Diplômes de niveau 3 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 597
22							
23							
24							

DIT que tous les emplois sont à temps complet.

- **Délibération 2022 31** - Tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' (système de bonus-temps et divers)

Le Président rappelle aux membres du Comité que la délibération VM 2022 07 relative aux tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' (système de bonus-temps et divers) vient de recueillir un avis favorable unanime du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation et qu'ils doivent maintenant l'approuver.

Le Président demande s'il y a des questions et en l'absence, il soumet la délibération 2022 31 au vote.

Pour : 2 420,25 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, DECIDE

Article 1 : Les tarifs des abonnements longue durée pour le service Velib', arrêtés en euro (€) toute taxe comprise (TTC) sont ceux votés et applicables à compter du 1^{er} août 2021 et s'établissent comme suit :

- L'abonnement « V Libre » fixé à 0 € par mois, autorise l'utilisation d'un vélo mécanique pour 1 € par tranche de 30 minutes et d'un vélo à assistance électrique pour 3 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ;
- L'abonnement « V Plus » fixé à 3,10 € par mois offre une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires, et autorise l'utilisation du vélo à assistance électrique pour 2 € pour les premières 45 minutes, les 30 minutes suivantes étant facturées à 2 € ;
- L'abonnement « V Max » fixé à 8,30 € par mois permet d'utiliser un vélo à assistance électrique avec les 45 premières minutes gratuites, puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ou l'utilisation du vélo mécanique pendant 1h, les demi-heures supplémentaires étant facturées 1 €. De plus, le nombre de courses en vélo à assistance électrique est limitée à deux, chaque utilisation supplémentaire est facturée 1 € par course.

Article 2 : Les tarifs des abonnements courte durée sont arrêtés en euro (€) toute taxe comprise (TTC) comme suit :

- Le « Ticket V » anciennement « V Pratique » pour une personne, au tarif de 3 € offre la possibilité de faire une course de 45 minutes en vélo mécanique ou à assistance électrique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo à assistance électrique (VAE) ;
- Le Pass « 24h électrique » anciennement « V Journée » pour une personne à un tarif de 10 € offre durant 24 heures la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà de 60 minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un VAE ; au-delà de 6 courses en VAE le tarif est de 1 € par courses supplémentaires. Ce Pass permet à un même souscripteur d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures dans les mêmes conditions et tarifs d'usage du Pass « 24h électrique » (anciennement « V-Journée ») ;
- Le Pass « 24h classique » anciennement « V-Découverte » pour une personne, au tarif de 5 € offre durant 24 heures la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires et autorise

- L'utilisation du VAE pour 2 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires.

- Ce Pass permet à un même souscripteur d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures dans les mêmes conditions et tarifs d'usage du Pass «24h classique» (anciennement «V-Découverte Tribu»);

- Le Pass «3 jours» anciennement «V-Séjour» pour une personne sur une durée de 3 jours, au tarif de 20 €, offre par tranche de 24 heures la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique; au-delà des 60 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et au-delà des 45 premières minutes, le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo à assistance électrique; au-delà de 6 courses en VAE, par 24h, le tarif est de 1 € par courses supplémentaires. Ce Pass permet à un même souscripteur d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures dans les mêmes conditions et tarifs d'usage du Pass «3 jours» (anciennement «V-Séjour tribu»);

Article 3: Les tarifs des abonnements longue durée de l'offre Pro" à destination des personnes morales privées ou publiques sont arrêtés en euro (€) comme suit pour un minimum de deux abonnements par souscription :

1. L'abonnement «V-Libre pro» à 0 € Hors Taxe (HT)/mois, qui autorise l'utilisation d'un vélo mécanique pour 0,83 € HT par demi-heure, et d'un vélo électrique pour 2,50 € HT pour 45 minutes, 1,67 € HT par demi-heure supplémentaire;

2. L'abonnement «V-Max pro» à 6,92 € HT/mois, qui autorise l'utilisation gratuite du vélo mécanique pour toute course jusqu'à 60 minutes, puis 0,83 € HT par demi-heure supplémentaire et l'utilisation d'un vélo électrique à raison de 2 courses de 45 minutes par jour, et 0,83 € HT à compter du 3^e trajet journalier de 45 minutes. Au-delà des 45 minutes, la demi-heure supplémentaire est facturée 0,83 € HT.

Les tarifs des offres d'abonnements de courte durée proposées aux personnes morales privées ou publiques sont arrêtés en euro (€) comme suit :

1. Le «Ticket-V» anciennement «V Pratique», valable pour une personne au tarif de 2,50 € Hors Taxe (HT), et qui permet un trajet unique de 45 minutes à Velib' mécanique ou électrique. Au-delà de 45 minutes, le trajet est facturé 0,83 € HT par demi-heure supplémentaire pour un Velib' mécanique et 1,67€ HT pour un Velib' électrique;

2. Le Pass «24h classique» anciennement «V Découverte» pour une personne, au tarif de 4,17 € HT, et qui offre durant 24 heures des trajets gratuits jusqu'à 30 minutes à Velib' mécanique, la demi-heure supplémentaire étant facturée 0,83 € HT, et des trajets à Velib' électrique de 45 minutes à 1,67€ HT, la demi-heure supplémentaire étant facturée 1,67 € HT;

3. Le Pass «24h électrique» anciennement «V Journée» pour une personne, au tarif de 8,33 € HT, inclut des trajets gratuits d'une heure à Velib' mécanique, la demi-heure supplémentaire étant facturée 0,83 € HT, et 6 trajets de 45 minutes à Velib' électrique, le 7^e et les suivants étant facturés 0,83 € HT pour la même durée. Au-delà des 45 minutes, la course à Velib' électrique est au prix de 0,83 € HT la demi-heure;

4. Le Pass « 3 jours » anciennement « V Séjour » pour une personne, au tarif de 16,67 € HT, permet de bénéficier de courses gratuites de 60 minutes à Velib' mécanique, la demi-heure supplémentaire étant au prix de 0,83 € HT, et de 6 courses par jour de 45 minutes à Velib' électrique, les trajets journaliers supplémentaires étant facturés 0,83 € HT pour la même durée, et 0,83 € HT au-delà par demi-heure.

Des frais de dossier de 50 € HT sont appliqués lors de la première souscription d'abonnements longue durée et/ou de courte durée.

- La facturation des tarifs ainsi définis s'effectuera selon les modalités suivantes :

Consommations :

La facturation des usages s'effectue par tranche de 30 minutes pour les Velib' mécaniques. Pour les Velib' à assistance électrique, la facturation des usages s'effectue par tranche de 45 minutes pour la première tranche, puis par tranche de 30 minutes. Toute tranche entamée est due. Les locations inférieures à 3 minutes ne sont pas facturées.

La facturation a lieu chaque mois, au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement pour les abonnements V-Max pro et V-Libre pro.

Abonnements :

La facturation des sommes dues au titre de tous les abonnements souscrits par la personne morale et des usages non-inclus dedans se fait :

- Le jour de début d'abonnement pour la première échéance puis chaque mois au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement ;
- Chaque mois au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement pour la facturation des consommations.

Chaque mois d'abonnement entamé est dû.

Abonnements de courte durée (Ticket-V et Pass) :

La facturation des sommes dues au titre de tous les abonnements de courte durée se fait le jour de l'achat du Pass ou Ticket puis un mois plus tard pour les usages hors-forfait éventuels associés.

Les abonnements sont facturés et payés chaque mois au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement. Les abonnements V-Max pro et V-Libre pro engagent pour une durée d'un mois, au terme de laquelle ils sont reconductibles pour cette même durée.

Les personnes morales ayant souscrit ces abonnements seront informées en amont de la date anniversaire afin de mettre fin le cas échéant à la reconduction totale ou partielle des abonnements souscrits selon des modalités définies par les conditions générales de vente (CGV).

L'abonnement est résiliable à tout moment, sous réserve du paiement du mois en cours (usages sur le mois réalisé, la mensualité du mois ayant été facturée en m-1) selon les modalités définies par les CGV.

Des tarifs dégressifs selon le volume de commande d'abonnements de courte durée (Ticket-V et Pass) sont mis en œuvre selon la procédure suivante :

- Pour toute commande comprise entre 100 et 500 € HT, réduction de 5 % ;
- Pour toute commande comprise entre 500 et 2000 € HT, réduction de 10 % ;

- Pour toute commande supérieure à 2000 € HT, réduction de 20 %. Des tarifs promotionnels peuvent être accordés durant des périodes précisément définies dans le temps. Ainsi, le Syndicat en tant que pouvoir adjudicateur pourra décider d'une réduction pour toute nouvelle souscription d'abonnements Pro de 25%, 50% ou 100 % sur tout ou partie des tarifs d'abonnement longue et/ou courte durée ainsi que sur les tarifs d'utilisation liés à ces abonnements, y compris sur les durées de gratuité.

Les cautions et pénalités sont définies à l'article 8, en facturation hors taxe le cas échéant.

Article 4 : Les tarifs réduits sont arrêtés en euro (€) toute taxe comprise (TTC) comme suit :

Tarifs « Velib' Jeunes » pour les personnes de moins de 27 ans (hors boursiers et jeunes en insertion bénéficiant des tarifs « Velib' Solidarité ») :

- l'abonnement « V-Plus » à 2,30 €/mois ;
- l'abonnement « V-Max » à 7,10 €/mois.

Tarifs « Velib' Solidarité » pour les bénéficiaires de la Gratuité transport attestée par l'agence Solidarité Transport d'Ile-de-France, les boursiers de 14 à 26 ans et les jeunes en insertion de 16 à 25 ans :

- l'abonnement « V-Plus » à 1,55 €/mois ;
- l'abonnement « V-Max » à 4,15 €/mois.

Tarifs « Velib' Seniors » pour personnes de 60 ans et plus :

- l'abonnement « V Plus » à 2,30 €/mois ;
- l'abonnement « V Max » à 7,10 €/mois.

Article 5 : La facturation des tarifs définis dans les articles 1, 2 et 4 s'effectuera selon les modalités suivantes :

Consommations :

La facturation des usages s'effectue par tranche de 30 minutes pour les vélos mécaniques et de 45 minutes pour les vélos à assistance électrique pour la première tranche puis par tranche de 30 minutes. Toute tranche entamée est due. Les locations inférieures à 3 minutes ne sont pas facturées.

La facturation a lieu à chaque fin de mois, au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement mensuel pour les abonnés longue durée ou dès l'atteinte d'un seuil de 10 € d'usage.

Abonnements longue durée

Chaque mois d'abonnement entamé est dû. La facturation s'effectue en début de mois. La première échéance est due au jour de souscription de l'abonnement longue durée. Toutefois, il est possible de régler les douze mensualités en une fois à la date de souscription.

Article 6 : Les tarifs promotionnels sont mis en œuvre selon la procédure suivante :

Des tarifs promotionnels peuvent être accordés durant des périodes précisément définies dans le temps. Ainsi, le Syndicat en tant que pouvoir adjudicateur pourra décider d'une réduction pour l'ensemble des usagers de 10%, 25% ou 50% sur tout ou partie des tarifs d'abonnement mensuels et/ou sur les tarifs d'utilisation, y compris sur les durées de gratuité.

Pour chaque campagne promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre et la durée d'application.

Modification temporaire des périodes de gratuité d'usage du service

Au maximum six fois par année calendaire, le Syndicat Autolib' Velib' Métropole (SAVM), en tant que pouvoir adjudicateur du service Velib', peut accorder, à son initiative ou sur proposition du titulaire du marché, jusqu'à 60 minutes d'usage gratuit additionnel pour toutes les nouvelles souscriptions à un type d'abonnement en particulier (V-Libre, V-Plus ou V-Max, quel que soit le tarif) ou tous indistinctement.

Ces crédits d'usage promotionnels ont une durée de validité n'excédant pas 30 jours suivant la souscription du nouvel abonnement. Ils doivent être consommés par le nouvel usager dans ce laps de temps sans quoi ils sont définitivement perdus.

Distribution exceptionnelle de crédits d'usages

Dans le cadre d'opérations ponctuelles jusqu'à six fois par an, le SAVM peut accorder, à son initiative ou sur proposition du titulaire du marché, jusqu'à 60 minutes de crédit d'usage gratuit à tous les abonnés à un type d'abonnement ou tous indistinctement.

Ces crédits d'usage ont une durée de validité n'excédant pas 30 jours. Ils doivent être consommés par les usagers qui en bénéficient dans ce laps de temps sans quoi ils sont définitivement perdus.

Les crédits d'usage accordés dans le cadre de périodes promotionnelles sont consommés par les usagers dans les mêmes conditions que les minutes bonus accordées dans le cadre du fonctionnement normal du service, conformément à l'article 7 de la présente délibération. Ils sont cumulables avec les minutes bonus acquises auparavant par les usagers dont l'abonnement offre cette possibilité et sont consommés en priorité sur les minutes bonus acquises auparavant dans le cadre du fonctionnement normal du service.

Pour chaque campagne promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre, les conditions et la durée d'application.

Dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariats

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, un partenaire, lié par contrat commercial avec le titulaire du marché pourra prendre en charge de 1 € à 100 % du prix d'un abonnement, du prix d'un abonnement courte durée et/ou des crédits d'usage, via un code promotionnel. Ce code promotionnel serait distribué à des usagers dont la souscription à l'abonnement longue durée ou courte durée et/ ou les consommations d'usage seraient ainsi tout ou partie prise en charge par le partenaire.

En cas d'achat en nombre, une réduction pourra être proposée au partenaire dans la limite de 20% du total du prix des codes promotionnels acquis.

Les modalités sont définies par ordre de service pour préciser notamment la durée, le volume, l'abonnement concerné, la durée de validité du code.

Opérations promotionnelles sur les nouveaux abonnements

Dans la limite de deux fois par an, Le Syndicat, en tant que pouvoir adjudicateur du service Velib', a la possibilité d'accorder durant des périodes précisément définies et limitées dans le temps, pour l'ensemble des usagers, une réduction d'un à trois mois de gratuité pour la souscription de tout nouvel abonnement payant ou de manière ciblée sur certains abonnements.

Pour chaque opération promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre et la durée d'application.

Article 7 : Le dispositif de minutes bonus bénéficie aux abonnés « V-Libre », « V-Plus » et « V-Max »

Un crédit d'usage de 3 (trois) minutes est porté sur le compte de l'abonné :

- À chaque restitution dans une station vide (Une station est définie comme vide lorsqu'il y reste zéro ou un vélo disponible) ;
- À chaque prise d'un vélo garé sur câble en Station +, quel que soit le statut de la station (pleine ou non).

Un crédit d'usage de 6 (six) minutes est porté sur le compte de l'abonné à compter au plus tard du 1^{er} février 2023 :

- À chaque restitution d'un vélo mécanique dans une station en altitude, sauf si pour le trajet concerné, le départ et l'arrivée se font dans une station en altitude. (liste prévisionnelle en annexe).

Les actions sont cumulables sur un même trajet. *(ex : la prise d'un vélo sur câble en Station + et la restitution d'un vélo mécanique dans une station en altitude dans un même trajet généreront 9 minutes de minutes bonus).*

Outre ces mécanismes systématiques de crédit précités, de manière ponctuelle et sur des périodes définies à la discrétion du pouvoir adjudicateur, des minutes bonus peuvent être créditées sur le compte de l'abonné dans le cadre d'un parrainage.

Le dispositif de parrainage, outre qu'il est limité dans le temps, est réservé aux abonnements payants V-Plus et V-Max. Le montant de minutes bonus crédité au parrain et à la personne parrainée est le même. Il est fonction de l'offre souscrite par la personne parrainée, soit :

- 30 (trente) minutes dans le cas d'une souscription à V-Plus ;
- 60 (soixante) minutes dans le cas d'une souscription à V-Max.

Le crédit de minutes bonus est valable tant que l'utilisateur conserve un abonnement « V-Libre » « V-Plus » ou « V-Max ». Il est perdu si l'utilisateur décide de ne pas reconduire son abonnement dans un délai de 30 jours suivant l'échéance.

Les minutes bonus peuvent être utilisées (débitées) tant pour l'usage d'un vélo électrique que mécanique, selon le barème applicable à l'abonnement souscrit, pour effectuer une course non comprise dans le forfait, acquitter le dépassement de la durée forfaitaire de course.

Pour utiliser ces crédits d'usage en minutes bonus, l'utilisateur doit avoir cumulé au minimum 15 minutes de minutes bonus sur son compte.

Les minutes bonus sont utilisables jusqu'au 31 décembre minuit de l'année civile suivant l'année de leur acquisition *(ex : 3 minutes créditées le 20 janvier 2023 sont utilisables jusqu'au 31 décembre 2024 à minuit).*

Les minutes bonus sont débitées par tranche de 15 minutes indivisibles.

Le dépassement de la durée forfaitaire de la course est débité par tranche de 15 minutes quel que soit le type de vélo utilisé et pour toutes les formules d'abonnement longue durée. *(ex : un abonné V-Plus fait une course de 50 minutes en VAE. S'il dispose au minimum de 15 minutes de minutes bonus, il pourra acquitter les 5 minutes dépassant la durée de course forfaitaire – 45 minutes – avec 15 minutes bonus.)*

Les courses payantes à vélo à assistance électrique non incluses dans le forfait entraînent un débit automatique de 45 minutes, quelle que soit la durée effective de course entre 0 et 44 minutes 59 secondes (*ex : un abonné V-Plus fait une course de 40 minutes en VAE. S'il dispose au minimum de 45 minutes de minutes bonus, il pourra acquitter la course par un débit de 45 minutes bonus*).

Pour les courses effectuées à vélo mécanique d'une durée comprise entre 0 et 29 minutes 59 secondes, l'abonné V-Libre est débité automatiquement de 30 minutes bonus.

Outre ces mécanismes systématiques de débit précités, de manière ponctuelle et sur des périodes définies à la discrétion du pouvoir adjudicateur, des minutes bonus peuvent être débitées sur le compte de l'abonné dans le cadre d'un passage à une offre supérieure d'abonnement (upgrade).

Le dispositif d'upgrade est limité dans le temps, et accessible à tous les abonnés longue durée. Le montant de minutes bonus débité est identique quelle que soit l'offre supérieure à laquelle passe l'abonné (V-Libre vers V-Plus ou V-Max ; V-Plus vers V-Max). L'abonné est débité de 60 minutes

bonus et bénéficie en retour d'une mensualité gratuite sur l'offre supérieure souscrite, qui le réengage pour une période de 12 mois.

Article 8 : Les modalités de garanties et de pénalités sont arrêtées en euro (€) toute taxe comprise (TTC) comme suit :

La caution s'établira à 300 € TTC par carte d'abonnement (y compris pour les abonnements professionnels), la caution ne sera pas encaissée lors de la souscription de l'abonnement et ne servira qu'en cas d'application de pénalités dont les montants sont précisés ci-après.

En cas d'abonnement courte durée donnant droit à la location de plusieurs Velib' simultanément, la caution demandée pour deux à cinq vélos empruntés sera de 600 € TTC.

Les pénalités s'établissent à :

- 100 € TTC pour vol avec violence et dépôt de plainte d'un vélo mécanique (sur présentation du dépôt de plainte)
- 150 € TTC pour vol avec violence et dépôt de plainte d'un vélo à assistance électrique (sur présentation du dépôt de plainte),
- 200 € TTC en cas de disparition d'un Velib' mécanique,
- 300 € TTC en cas de disparition d'un Velib' à assistance électrique ;
- 100 € TTC pour toute détérioration imputable à un utilisateur.

Article 9 : En cas de perte ou de vol de la carte Velib', l'édition d'une nouvelle carte sera facturée 8 € TTC ou 6,17 € HT pour un souscripteur à l'offre Velib' Pro.

Article 10 : Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

- **Délibération 2022 32 - Décision modificative n°2 – Budget principal (Autolib')**

Le Président donne la parole à Monsieur Sedik Chekir.

Sedik Chekir, responsable du service budget et finances, indique que cette décision modificative est purement technique. Il précise qu'il s'agit d'un virement de chapitre à chapitre de la somme de 802,42 euros.

Le Président donne la parole aux membres et en l'absence d'interventions soumet la délibération 2022 32 au vote.

Pour : 2 420,25 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : APPROUVE la décision modificative n° 2 du budget principal 2022 arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
023	023	802,42€			
042	6811		802,42€		
011	6226	5 000,00€			
67	673		5 000,00€		
TOTAL		5 802,42€	5 802,42€	0,00 €	0.00€

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
20	2051	39 000,00€			
21	2183		37 350,00€		
27	275		1 650,00€		
021	021			802,42€	
040	28183				802,42€
TOTAL		39 000,00€	39 000,00€	802,42 €	802,42€

- **Délibérations 2022 33** - Montant des contributions 2023 au Syndicat

Le Président donne la parole à Monsieur Sedik Chekir.

Sedik Chekir, responsable du service budget et finances, explique qu'il est proposé une contribution Autolib' en 2023 d'un montant de 10 511 € par station : 1 300 € pour le fonctionnement qui est en baisse de 330 euros par rapport à 2022 puisqu'il n'y aura plus d'annuité d'emprunt à rembourser en 2023, et 9 211 € pour les provisions, afin de prendre en compte au plus juste le risque du jugement qui nous lie avec la société Autolib'. Il ajoute que ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2023.

Concernant les contributions Velib', il indique :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;

Il informe les membres que le Syndicat sera confronté en 2023 à une augmentation très importante du montant à verser au titulaire du marché Velib'. Et que selon les estimations, une augmentation de 26% par rapport à 2017, et de 15% par rapport à l'année dernière car nous n'avons pas encore tous les éléments de calcul notamment par rapport aux indices qui régissent le marché.

Il l'explique par l'évolution annuelle du coût du marché qui dépend de deux indices Insee :

- l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques,
- l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements.

Il termine en indiquant aux membres que nous devrions avoir tous les éléments courant février-mars 2023.

Le Président donne la parole aux membres.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) rappelle que le Syndicat a un certain nombre de sanctions vis-à-vis de smovengo qui restent en suspens.

Yannick Cabaret, Directeur général, répond que celles de 2021 notifiées en 2022 sont en cours de recouvrement. Il y a un étalement du paiement mais elles sont bien en cours de versement.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) demande si ces versements supplémentaires à Smovengo pour 2023 sont nets de ce qu'ils doivent verser au Syndicat au titre de leurs pénalités ou bien si c'est deux comptabilités différentes.

Yannick Cabaret, directeur général, ajoute que nous sommes sur le budget 2023, cela prend uniquement en compte les données du marché 2023. En 2023, il y aura peut-être des pénalités relatives à la qualité du service 2022, il est probable qu'il y ait des pénalités imposées en 2023 mais les données de performance du service ne sont pas encore disponibles.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) demande si cela prend en compte l'étalement des pénalités sur 2021.

Yannick Cabaret, Directeur général, répond que cela est de la trésorerie et qu'il n'y a pas d'impact budgétaire.

Alain Mathioudakis (GPSO), est étonné du montant à reverser au titulaire du marché s'élevant à 4,9 M€ et 2,5 M€ pour l'intéressement.

Yannick Cabaret, directeur général, répond que les 4,9 M€ concernent l'intéressement de recettes. C'est la partie recettes usagers qui est reversée au prestataire, et c'est un montant qui oscille entre 15 et 20% et qui est défini par le marché. Il ajoute qu'il y a un intéressement plus important dès lors qu'on passe un certain nombre de paliers. L'augmentation de cet intéressement prévue en 2023 correspond à des recettes beaucoup plus importantes en 2022 qu'en 2021, ce qui a permis de ne pas augmenter les contributions des communes en 2022 malgré l'augmentation du coût du marché. 13% par rapport à 2017 et environ 6 à 7 % par rapport à 2021. Cette augmentation a été couverte grâce aux recettes usagers supplémentaires malgré ce qui a été reversé en 2022 au titre de 2021 concernant l'intéressement de recettes.

En 2022, le Syndicat a fait en sorte pour qu'il n'y ait pas d'impact sur les contributions communales. En 2023, avec l'augmentation du coût du marché qui se profile et qui sera à peu près 2 fois plus importante qu'en 2022 par rapport à 2021, il est probable que cela ne suffise pas.

Nous pourrions avoir à nouveau des recettes importantes donc un intéressement de smovengo aux recettes en 2023 qui soit du même ordre que ce chiffre là et par conséquent, le Syndicat ne pourrait pas couvrir l'augmentation du coût du marché par l'augmentation des recettes. Dans ces conditions, la question qui risque de se poser au printemps est celle de la couverture de cette dépense supplémentaire : soit par une augmentation des contributions communales, soit par l'évolution des tarifs.

Alain Mathioudakis (GPSO), demande, pour bien comprendre, qu'il est donc déjà prévu une augmentation due à l'inflation et malgré tout, l'intéressement du prestataire n'est pas impacté.

Yannick Cabaret, Directeur général, précise que l'intéressement dépend du montant des recettes et que c'est stipulé dans le contrat. Le prestataire est confronté lui-même à l'augmentation de ses dépenses. L'acquisition des vélos, le coût de l'énergie a un impact sur ses frais.

Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont) indique que le texte commence par : les contributions sont identiques mais elles vont augmenter en cours d'année. Cela signifie que les membres du Comité doivent se prononcer et voter sur des montants inconnus.

Yannick Cabaret, Directeur général, répond que tous les ans le Syndicat propose aux communes un montant qui peut être revu en cours d'année. Ce montant permet aux communes de préparer leur budget. Le but de ces deux votes Autolib' et Velib' est de pouvoir communiquer une base juridique pour que les communes puissent ensuite voter leur budget avec des montants qui ne seront pas très éloignés de la réalité. Peut-être seront-ils ajustés, sauf si des décisions ont été prises de préférer l'augmentation tarifaire à l'augmentation des contributions des communes. Dans ce cas, on pourrait imaginer que les contributions restent à 10 000 euros pour les communes. Ce seront des choix à faire lorsque le Syndicat aura tous les éléments pour proposer des décisions. Aujourd'hui sans élément, le Syndicat reconduit les contributions communales des années précédentes. En l'absence d'autres interventions, le Président soumet la délibération au vote.

Pour : 2 420,25 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2023 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 10 511 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 1 300 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 9 211 € pour la couverture des provisions.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2023.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2023 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2020 : la participation est de 10 000 euros par an par station. Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1^{er} janvier 2020, dans la limite de 100 stations : la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2023.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat, en fonction du coefficient de révision de prix définitif à appliquer au marché Velib' et du nombre de courses effectives annuelles, base de calcul de l'intéressement aux usages.

Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

- **Délibération 2022 34 - Rendu-compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence**

Le Président donne la parole aux membres et en l'absence d'interventions soumet la délibération 2022 34 au vote.

Pour : 2 420,25 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 1^{er} décembre 2022 en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

BC N°	Date d'émission	Service/ Fourniture	Nature de la prestation	Prestataire retenu	Montant HT	Budget concerné
VL220140	20/09/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220142	26/09/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220143	26/09/2022	Service	Dépose repose station	Smovengo	3 532,65 €	Velib
VL220144	27/09/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
AD220050	27/09/2022	Service	Petit déjeuner CS	Paris Baguette	475,23 €	Autolib
AD220051	27/09/2022	Service	Carte eSIM	Bouygues telecom	10,00 €	Autolib
VL220146	28/09/2022	Service	Honoraires Précontentieux usager Velib'	Landot	5 050,00 €	Velib
VL220147	29/09/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
AD220052	04/10/2022	Service	Achat de fournitures	Bruneau	1 214,85 €	Autolib
AD220053	04/10/2022	Service	Achat de vêtements pour contrôleurs	Decathlon Pro	1 298,90 €	Velib
VL220148	04/10/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220149	06/10/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220150	06/10/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220151	07/10/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220152	07/10/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220155	14/10/2022	Service	Honoraires Contentieux Velib' recours JC Decaux	Landot	2 400,00 €	Velib
VL220156	14/10/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220157	19/10/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220157	19/10/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
AD220056	19/10/2022	Service	Abonnement Club Finances	Groupe Moniteur	508,32 €	Autolib
VL2200159	19/10/2022	Service	Honoraires Négociations Smovengo	Landot	1 920,00 €	Velib
AD220057	20/10/2022	Service	Chèques CADHOC	Up	3 779,12 €	Autolib
D 22-066	20/10/2022		Règlement intérieur MAPA			
VL2200160	21/10/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
AD220058	26/10/2022	Service	Hébergement site internet	OVH	9,83 €	Autolib
VL220162	03/11/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
AD220060	09/11/2022	Service	Visuels affiches salon des Maires	Fabien Lenormand	450,00 €	Autolib
AD220061	09/11/2022	Service	Impression affiches salon des Maires	CopyTop	122,03 €	Autolib
AD220062	09/11/2022	Service	Acheminement matériel salon Autonomy	Les Coursiers Parisiens	72,00 €	Autolib
AD220063	09/11/2022	Service	Impression drapeau Salon des Maires	72-78	176,00 €	Autolib
AD220064	09/11/2022	Service	Acheminement matériel Salon des Maires	Coursiers Parisiens	620,00 €	Autolib

BC N°	Date d'émission	Service/ Fourniture	Nature de la prestation	Prestataire retenu	Montant HT	Budget concerné
VL220163	10/11/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	389,85 €	Velib
VL220164	10/11/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220165	10/11/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	597,16 €	Velib
VL220166	10/11/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	1 773,72 €	Velib
D 22-066	20/10/2022		Règlement intérieur MAPA			
VL220167	14/11/2022	Service	Achat de vêtements pour contrôleurs	Decathlon Pro	266,67 €	Velib
VL220168	18/11/2022	Service	Dépose et neutralisation station	Smovengo	274,01 €	Velib
VL220169	18/11/2022	Service	Complément VL210047	Smovengo	1 244,07 €	Velib
AD220066	18/11/2022	Service	Achat d'unité de publication	DILA	720,00 €	Autolib
VL220170	22/11/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	773,16 €	Velib
VL220171	24/11/2022	Service	Neutralisation station	Smovengo	363,84 €	Velib
VL220172	24/11/2022	Service	Dépose station	Smovengo	2 232,16 €	Velib
VL2200173	28/11/2022	Service	Honoraires Négociations Smovengo	Landot	109,00 €	Velib
VL2200175	29/11/2022	Service	Honoraires Projet Avenant RGPD Velib'	Landot	1 760,00 €	Velib
AD220068	29/11/2022	Service	Petit déjeuner CS	Lapierre Traiteur	427,70 €	Autolib
AD220069	29/11/2022	Service	Achat de radiateurs	Bruneau	217,50 €	Autolib
VL220176	01/12/2022	Service	Honoraires Négociations Smovengo	Landot	1210,00 €	Velib

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 11h50.

La Secrétaire de séance,



Sabrina Decanton

Le Président,



Sylvain Raifaud